

N°803

22 Mai 2019
Notre courriel :
ufc@cgt-fapt.fr

Une CGT offensive !

Au sortir de son congrès, c'est une CGT rompue aux débats mais rassemblée qui a décidé de ses orientations et de l'équipe militante chargée de les impulser au niveau confédéral. Dans un paysage social où les caricaturistes attendent la compromission, la CGT incarne un esprit qui ne se cantonne pas à une résistance nécessaire au remodelage libéral qui ne se limite pas à l'hexagone, mais bien à un pôle à partir duquel toutes les reconquêtes sociales sont possibles.

Affirmer cette singularité ne contredit pas la construction d'une démarche unitaire à tous les niveaux, mais souligne la confiance des salariés à l'égard de la CGT, là où elle est visible. La vigueur des interventions des délégués ne doit-elle pas être perçue comme l'exigence par la base de la CGT de construire le rassemblement à l'offensive tout en restant lucide sur l'absence de syndicat pour la majorité des salariés ? En effet, stopper le rouleau compresseur patronal, renouer avec les conquies sociaux, conjuguer défense revendicative et victoire sur des propositions alternatives, ne se gagneront qu'au prix de déploiements massifs et de l'implantation de la CGT dans tout le salariat.

A cet égard, les décisions actant la nécessité d'une activité spécifique cadre à la CGT sont réaffirmées, et cela se traduit d'un point de vue revendicatif comme de l'organisation dédiée à tous les niveaux. Tant pour notre Union Fédérale des Cadres que pour les cadres que nous ambitionnons de rassembler, c'est un indiscutable encouragement dans notre démarche de construire avec eux leur CGT de proximité.



Branche Poste

Remise à plat de l'organisation du courrier

La réorganisation d'ampleur de la filière courriel se traduit par la mise en place des tournées dites « sacoches », ce qui signifie la scission entre les équipes dédiées à la distribution et les « préparateurs ».

Or dans de nombreuses plateformes et notamment dans le Finistère-sud, le manque de personnel est criant au point de voir des cadres et des cadres supérieurs affectés normalement sur d'autres sites, littéralement réquisitionnés quotidiennement, parfois bien en amont de l'heure du laitier.

Ne se résignant pas à cette désorganisation, la CGT interpelle partout élus et usagers, tout en proposant l'action aux postiers, afin de gagner sur ses propositions alternatives au bénéfice de tous !

La CGT s'engage

Suite au lancement de sa campagne « service public partout pour tous », la CGT s'engage pour la défense et le développement du service public postal de proximité.

Cette mobilisation s'oppose à la désertification des territoires, des fermetures de bureaux de poste, et au manque de personnels pour rendre un service de qualité. Les derniers sondages démontrent que pour La Poste, comme pour EDF ou encore la SNCF, c'est de plus d'humain dont ont besoins les populations et non pas de la marchandisation des missions de service public.

Démanteler l'existant pour y substituer des maisons de services au public (MSAP), via le projet « France service » ne saurait répondre à cette urgence.

Dans tous les territoires et sous toutes formes d'actions, mobilisons-nous le 28 mai prochain !

Branche Télécoms

Orange : Mise en place des CSE

La CGT a signé l'accord portant sur le dialogue social au sein de l'UES Orange et la mise en place du CSE, Comité Social et économique pour les élections professionnelles de novembre 2019.

Cet accord aborde l'intégralité de ce que sera le droit syndical et les IRP dans l'entreprise Orange pour les prochaines années. Il aborde, entre autres, la mise en place et le fonctionnement des CSE d'établissement, du CSE central et des commissions des CSE ainsi que l'installation de Représentants de Proximité (RP), la formation syndicale, les moyens électroniques et les CAP/CCP. Afin de mieux encadrer la charge, le temps et les conditions de travail, les cadres d'Orange sont d'ores et déjà invités à se porter candidats sur les listes CGT auprès des militants ou en contactant l'Union Fédérale des Cadres de la FAPT-CGT : ufc@cgt-fapt.fr .

Produire ou Mourir ?

Fin 2018, le DPR de l'UIC Orange a organisé un séminaire cadres articulé autour d'un logo figurant une tête de mort et du slogan : « Produire ou Mourir ». Des bérets verts ont été offerts et mis en vente pour imprégner les services du concept. La Direction, interpellée par les élus CGT, a répondu qu'il fallait prendre cette opération de « Team Building » au second degré. Non, ceci ne justifie pas tout ! Nul ne pouvait ignorer l'imminence du procès France Télécom qui démontre que la stratégie était réfléchie et implacable. Pour certains celle-ci semble perdurer. Le but de ce type de séminaire est d'asservir les cadres à une stratégie qui n'est ni humaine, ni collective. L'Union Fédérale des Cadres de la CGT-FAPT dénoncent ces pratiques et affirme qu'un cadre doit être « professionnellement engagé et socialement responsable » et qu'il ne peut pas qu'être le relais de la stratégie d'entreprise, surtout si celle-ci est mortifère

FLASH CADRES



FLASH CADRES

Fédération des Activités Postales et de Télécommunications CGT

Union Fédérale des Cadres

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 48 18 54 30 - Fax : 01 48 59 25 22
Courriel : ufc@cgt-fapt.fr - Pages UFC Retrouvez-nous sur notre site : <http://www.cgt-fapt.fr> espace Cadres

Échos

Des prestations taxées ?

Une mission gouvernementale a été lancée sur le régime fiscal des Activités Sociales et Culturelles.

Le but étant, pour le président des riches, de taxer comme des éléments de rémunération les cadeaux et bons d'achat que les salariés reçoivent via leur CE ou leur CSE.

C'est la 3ème tentative du gouvernement pour remettre en cause ces acquis.

Pour la CGT, il ferait mieux de lancer une mission qui permettrait à tous les salariés d'avoir accès à la culture, au sport, à des vacances de qualité et de pouvoir s'impliquer dans le milieu associatif.

Face aux potentielles retombées fiscales espérées et faites sur le dos des travailleurs, le gouvernement devrait plutôt réfléchir aux aides et aux avantages fiscaux dont bénéficient largement les entreprises.

Services Publics

Orly-Roissy, c'est à nous !

Grace à l'action des parlementaires, élus locaux et organisations syndicales, le gouvernement se voit contraint de suspendre son projet de privatisation des aéroports de Paris. La décision du conseil constitutionnel permettant l'organisation d'un référendum, tombe en même temps que l'annulation de la procédure de privatisation de l'aéroport de Toulouse par les tribunaux. Les aéroports, comme beaucoup d'autres entreprises d'état, doivent rester notre bien commun, pour des raisons économiques, mais aussi sociales et environnementales. Les citoyens vont pouvoir intervenir directement dans le débat.

La CGT, dans le cadre de sa campagne pour les services publics, a décidé de s'engager afin d'obtenir les 4,7 Millions de signatures nécessaires pour mettre en place ce référendum.

Partout et pour tous

Avec plus de 250 000 manifestants, la journée de mobilisation du 9 mai dernier démontre l'attachement des salariés et des citoyens à défendre les Services Publics.

Le gouvernement doit réorienter sa politique en revenant sur son projet de loi de « modernisation de la Fonction Publique ». D'autres choix s'imposent pour la cohésion sociale, l'équilibre et l'aménagement des territoires. Les services publics sont une richesse et un investissement pour le développement économique, industriel et la transition écologique.

La CGT revendique des moyens nécessaires pour que les personnels puissent bien travailler, l'implantation sur l'ensemble du territoire de Services Publics, des moyens de financements pérennes, des statuts, des droits et des garanties collectives protecteurs des citoyens et des salariés.

International

Emprisonnée !

Louisa Hanoune, dirigeante du Parti des Travailleurs (PT), est emprisonnée dans les geôles de l'armée algérienne depuis le 9 mai.

Le parquet du tribunal militaire ne communique pas sur les motifs de son arrestation mais l'opinion retient l'offensive politique de Louisa contre le général Gaïd Salah, chef d'Etat-major et homme fort du régime depuis la sortie de Bouteflika, auquel elle attribue l'intention de vouloir appliquer un scénario à l'Egyptienne.

En effet, le général Gaïd Salah engage une épreuve de bras de fer avec le peuple algérien pour parvenir à imposer les élections présidentielles programmées le 4 juillet prochain.

Alors, soutenons avec force la lutte du peuple algérien et exigeons la libération immédiate de Louisa Hanoune.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Basta! Ça suffit !

Le 7 mai dernier, plus de 1000 salariés, syndiqués et militants CGT se sont rassemblés devant le commissariat d'Aix-en-Provence pour soutenir le Secrétaire général de l'Union Départementale CGT des Bouches-du-Rhône, convoqué suite à une plainte d'un député LREM.

Des arrêts de travail avaient été déposés dans les collectivités territoriales, à La Poste, dans les entreprises portuaires et dans des entreprises du privé, pour dire « La répression antisyndicale, la discrimination syndicale et collective, ça suffit ! » Plutôt que de vouloir étouffer le mouvement social par un autoritarisme toujours plus affirmé, le gouvernement serait bien inspiré de répondre enfin aux légitimes revendications des salariés, exprimées notamment le 1er mai.

Retraites

Il y a des flous... et donc des loups

Le 10 mai dernier, le Haut-commissaire à la réforme des retraites a reçu la CGT pour la dernière bilatérale de concertation. La CGT a dénoncé le fait qu'aucun élément concret ne ressortait de ces échanges, alors que tout laissait à penser que le projet était déjà ficelé.

Le haut-commissaire affirme que rien n'est bouclé et qu'il ne fera que des préconisations. Revenant sur les échéances de la réforme, il indique que compte tenu de l'encombrement du calendrier parlementaire (loi fonction publique, réforme constitutionnelle, lois de finances et de financement de la sécurité sociale), le projet ne pourra pas être adopté avant fin 2019. Lui-même ne remettra ses conclusions qu'au début de l'été.

La CGT reste sceptique quant à cet engagement, au vu des habitudes gouvernementales de passage en force en vigueur sur toutes les lois de régression sociale.

La CGT a rappelé que la réforme va aggraver la situation future des salariés les plus en difficulté sur le marché du travail. Ainsi, la CGT a pointé que les deux pays régulièrement pris comme modèles sont confrontés à la nécessité de devoir faire une nouvelle réforme de leur système: la Suède où il apparaît que le changement de système a dégradé la situation des femmes et l'Allemagne où les retraités sont confrontés de plus en plus à une grande pauvreté.

Fort de ces exemples, la CGT réaffirme que notre système solidaire par annuités et par répartition reste le meilleur pour garantir une retraite. Pour la CGT, il est désormais nécessaire de créer le rapport de force dans le monde du travail pour garantir et pérenniser notre système de protection sociale et obtenir de nouveaux droits plus favorables pour toutes et tous.

Égalité

Un salarié sur deux sans formation

Plus de la moitié des salariés n'ont suivi aucune formation professionnelle dans l'année. Ils sont 75 % dans les petites entreprises contre 27 % dans les plus grandes. 15 % seulement des adultes sortis de formation initiale sans diplôme ont suivi au moins une formation au cours des douze derniers mois contre les deux tiers pour ceux qui possèdent un diplôme du supérieur long.

La moitié des personnes en emploi ont suivi une formation contre seulement un tiers des demandeurs d'emploi et 9 % des inactifs non retraités. De la même manière, les salariés des petites entreprises (10 à 19 salariés) ne sont qu'un quart à avoir été formés contre près des deux tiers dans les entreprises de plus de 500 salariés. Et la situation est encore plus défavorable pour les salariés des entreprises de moins de 10 employés !